

Brochure n° 3056

Convention collective nationale
IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT

AVENANT N° 9 DU 9 JANVIER 2019
À L'ACCORD DU 29 MAI 1989 RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1950491M
IDCC : 1880

Entre :

FNAEM,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour finalité de réajuster les taux de cotisations afin de garantir le maintien des prestations telles que définies par l'accord du 29 mai 1989 et ses avenants modificatifs.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique sur l'ensemble du territoire national, dont les DOM et les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, aux rapports entre les salariés et les employeurs dont l'activité professionnelle exclusive ou principale est référencée sous les codes NAF suivants :

| ACTIVITÉS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION de la présente convention | CODE NAF |
|--|--------------------|
| Commerce de détail de l'ameublement | 47.59 A |
| Commerce de détail des luminaires | 47.59 B |
| Commerce de détail de tapis et moquettes | 47.53 Z |
| Commerce de détail des meubles et sièges en vannerie | 47.59 A et 47.59 B |

| ACTIVITÉS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION de la présente convention | CODE NAF |
|---|----------|
| Centrales et groupements d'achats des professions visées par la présente convention | 46.19 A |
| Commerce de gros en ameublement | 46.47 Z |
| Intermédiaires du commerce en meubles | 46.15 Z |
| Entrepôts d'ameublement | 52.10 B |
| Syndicats professionnels des professions entrant dans le champ d'application de la convention | 94.11 Z |
| Location de meubles et sièges | 77.29 Z |

Article 2

Taux de cotisation

L'article 2 de l'avenant n° 8 du 18 février 2016 à l'accord de prévoyance du 29 mai 1989 est remplacé par l'article suivant :

« À compter du 1^{er} février 2019, le taux de cotisation global du régime de prévoyance est fixé à 1,37 % de la masse salariale brute totale ainsi réparti :

- garanties décès, incapacité, invalidité : 1,19 % de la masse salariale brute totale ;
- garanties rentes de conjoint et éducation : 0,18 % de la masse salariale brute totale. »

Article 3

Répartition de la cotisation

L'article 3 de l'avenant n° 8 du 18 février 2016 à l'accord de prévoyance du 29 mai 1989 est remplacé par l'article suivant :

« Taux et répartition à effet du 1^{er} février 2019

(En pourcentage.)

| GARANTIES | PART EMPLOYEUR | PART SALARIÉ | TOTAL |
|-------------------|----------------|--------------|-------|
| Décès | 0,24 | 0,04 | 0,28 |
| Incapacité | – | 0,47 | 0,47 |
| Invalidité | 0,34 | 0,10 | 0,44 |
| Rente de conjoint | 0,09 | 0,03 | 0,12 |
| Rente d'éducation | 0,05 | 0,01 | 0,06 |
| Total | 0,72 | 0,65 | 1,37 |

La cotisation globale de 1,37 % sur le salaire brut est répartie à raison de 0,72 % à la charge de l'employeur et 0,65 % à la charge du salarié. La garantie incapacité temporaire est intégralement financée par le salarié. »

Article 4

Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de l'objet du présent accord, il ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Dispositions finales

Durée et entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Sous réserve du droit d'opposition prévu par l'article L. 2232-6 du code du travail, il entrera en vigueur le 1^{er} février 2019.

Publicité et formalités de dépôt

Le texte du présent avenant a été notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application. Il est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit remis à chaque organisation syndicale, et que les formalités de dépôt prévues aux articles D. 2231-2 et suivants du code du travail puissent être effectuées par la partie la plus diligente.

Révision et dénonciation

Les organisations syndicales peuvent demander à tout moment sa révision, conformément à l'article L. 2261-4 du code du travail.

Cet avenant peut être dénoncé à tout moment par les organisations signataires avec un préavis de 3 mois dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Fait à Paris, le 9 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)